

# Un document explicite de mai 2007 : la crise était bien prévue !

Posté le : 28 juillet 2012 19:57 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique

**Face à la prochaine récession**

[DidierDufau](#)

[re: ]

01/05/2007 00:36

On sait qu'il existe un cycle économique qui entraîne en moyenne tous les dix ans une récession. Pour en rester à l'après guerre, ces crises se sont produites en 1952, 1963, 1974, 1982, 1993 et finalement 2002. L'histoire nous dit qu'une crise légère succède à une crise grave et réciproquement qu'une grave succède à une légère. Les récessions de 74 et 93 ont été très prononcées. Celle de notre début de siècle a été plutôt modérée. Le scénario historique est donc orienté vers une crise sévère entre 2009 et 2012.

Le nouveau président doit donc se préparer à affronter une récession majeure pendant son quinquennat.

Aucun des deux candidats n'en parle. Evidemment. On ne peut pas jouer les Cassandre en réclamant la confiance des électeurs.

=====

Ce texte a été récupéré dans les archives du forum du journal Le Monde où il peut être consulté.

Il démontre de la façon la plus claire que dès mai 2007, bien avant le blocage du marché interbancaire, il était possible de prévoir la récession de 2009. Ce texte a été rédigé en même temps qu'un envoi était fait au bureau du candidat Sarkozy l'implorant de tenir compte de la crise à venir et de ne pas annoncer n'importe quoi en matière de croissance.

Indiquer que personne n'avait prévu la crise est donc inexact. Affirmer que les économistes officiels et notamment l'Insee et le FMI n'avaient pas prévu la crise serait plus juste.

Ce thème a été répété dans de nombreux messages dont seulement quelques rares ont été conservés. On trouve par exemple un peu plus tôt ce commentaire :

"C'est le scénario le plus probable. Et si ce phénomène n'est pas anticipé, cela aura des conséquences aussi en politique notamment sur la prochaine élection présidentielle".

Ou encore :

"Comme une récession est probable entre 2010 et 2011, Sarkozy président risque d'avoir à gérer une remontée du chômage au delà de 10%, deux fois au dessus de son objectif".

Rappelons que toutes ces prévisions datent du début 2007.

En septembre 2007 après analyse du blocage du marché interbancaire nous annonçons le départ de la crise violente pour septembre 2008 en pointant qu'elle serait plus sévère que la crise de 93 compte tenu de la masse de dettes accumulées et durerait plus longtemps.

Nous avons choisi d'intervenir sur un blog pour éviter les effacements d'archive. Par chance Le Monde a conservé certains messages relatifs à la période de l'élection présidentielle de 2007. Dommage que les autres ont été effacés. Ils auraient permis de prouver de façon très objective que les trois défauts majeurs (défauts du système monétaire international conduisant à une montagne de dettes, système européen de l'Euro régressif, France noyée dans sa dépense publique) que nous dénonçons continument sur ce blog l'étaient déjà depuis...1997.

Il n'y a aucune surprise dans les événements actuels. Les clés d'explication ont été élaborées depuis longtemps et ont été exposées en long et en large des dizaines de fois publiquement sans être contestées dans les quinze dernières années.

Faute que les instances officielles françaises, européennes, et internationales s'en soient saisies, nous sommes en cet été à la veille d'une nouvelle récession, avec la même impuissance à comprendre que la source de tous les maux est d'abord à chercher, pour le monde, dans les dérèglements du système monétaire international qui a permis le gonflement d'une bulle d'endettement mondial phénoménale, maux dont personne ne parle et qui ne font même pas l'objet d'une analyse publique, encore moins d'une esquisse de solution, pour l'Europe dans des défauts de structure et de gouvernance de l'Euroland dont on n'a toujours pas compris l'importance et qui restent sans solution, pour la France dans une dérive de dépense publique ahurissante qui a cassé le marché du travail, ruiné l'industrie, endetté les Français fiscalisés au maximum, dont on voit que le gouvernement actuel n'a toujours pas pris la mesure.

La crise actuelle, à ses trois niveaux, est d'abord une crise intellectuelle et politique. Les politiques français s'avèrent incapables de comprendre ce qui détruit l'économie du pays et persistent dans des erreurs monstrueuses. Les politiques européens ne savent pas gérer le monstre qu'ils ont enfanté sans réellement y réfléchir. Le G.20 est incapable de revenir sur les idées et les mécanismes qui sont responsables du désastre actuel.